

La trame d'une anthropologie textile. Soixante-quinze ans d'évolution de l'artisanat textile féminin au Burkina Faso (1912 – 1987).

Laura Fortin

► **To cite this version:**

Laura Fortin. La trame d'une anthropologie textile. Soixante-quinze ans d'évolution de l'artisanat textile féminin au Burkina Faso (1912 – 1987).. 2019. halshs-02107114

HAL Id: halshs-02107114

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-02107114>

Preprint submitted on 23 Apr 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La trame d'une anthropologie textile. Soixante-quinze ans
d'évolution de l'artisanat textile féminin au Burkina Faso
(1912 – 1987)

Laura Fortin

N°141 | mars 2019

Partant d'une division sexuelle traditionnelle organisant les activités textiles avant l'arrivée des sœurs missionnaires au pays Mossi en 1912, ce texte s'attache à comprendre comment en 75 ans, jusqu'en 1987 et la chute du régime marxiste de Thomas Sankara, les femmes Mossi se sont appropriées une large variété de pratiques textiles. L'analyse tente de montrer dans sa complexité les interconnexions des dimensions religieuses, avec notamment l'influence des missions chrétiennes, et des dimensions économiques et politiques, en contexte de colonisation puis de reconstruction nationale, qui déterminent les modes de production et de consommation des textiles au Burkina Faso.

Working Papers Series

La trame d'une anthropologie textile. Soixante-quinze ans d'évolution de l'artisanat textile féminin au Burkina Faso (1912 – 1987)

Laura Fortin

Mars 2019

L'auteur

Laura Fortin est doctorante en anthropologie sociale à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales à Paris. Des cursus pluridisciplinaires en licence et master l'ont initiée à une variété de sciences sociales, de la sociologie à l'anthropologie, en passant par la science politique, l'histoire et l'économie. Dans cette dynamique pluridisciplinaire, ses recherches doctorales portent sur la place et le rôle des femmes dans la transformation du coton au Burkina Faso et sur l'évolution des traditions et des techniques textiles qui recomposent la société Mossi. Ses travaux s'appuient sur une enquête ethnographique réalisée entre 2015 et 2018 au Burkina Faso.

Le texte

Laura Fortin est lauréate du Prix Ariane Deluz en 2016.

Citer ce document

Laura Fortin, *La trame d'une anthropologie textile. Soixante-quinze ans d'évolution de l'artisanat textile féminin au Burkina Faso (1912 – 1987)*, FMSH-WP-2019-141, mars 2019.

© Fondation Maison des sciences de l'homme - 2019

Informations et soumission des textes :

wpfmsh@msh-paris.fr

Fondation Maison des sciences de l'homme
54, boulevard Raspail
75006 Paris - France

<http://www.fmsch.fr>

<http://halshs.archives-ouvertes.fr/FMSH-WP>

<http://wpfmsch.hypotheses.org>

Les Working Papers et les Position Papers de la Fondation Maison des sciences de l'homme ont pour objectif la diffusion ouverte des travaux en train de se faire dans le cadre des diverses activités scientifiques de la Fondation : Le Collège d'études mondiales, Bourses Fernand Braudel-IFER, Programmes scientifiques, hébergement à la Maison Suger, Séminaires et Centres associés, Directeurs d'études associés...

Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que leur auteur et ne reflètent pas nécessairement les positions institutionnelles de la Fondation MSH.

The Working Papers and Position Papers of the FMSH are produced in the course of the scientific activities of the FMSH: the chairs of the Institute for Global Studies, Fernand Braudel-IFER grants, the Foundation's scientific programmes, or the scholars hosted at the Maison Suger or as associate research directors. Working Papers may also be produced in partnership with affiliated institutions.

The views expressed in this paper are the author's own and do not necessarily reflect institutional positions from the Foundation MSH.

Résumé

Partant d'une division sexuelle traditionnelle organisant les activités textiles avant l'arrivée des sœurs missionnaires au pays Mossi en 1912, ce texte s'attache à comprendre comment en 75 ans, jusqu'en 1987 et la chute du régime marxiste de Thomas Sankara, les femmes Mossi se sont appropriées une large variété de pratiques textiles. L'analyse tente de montrer dans sa complexité les interconnexions des dimensions religieuses, avec notamment l'influence des missions chrétiennes, et des dimensions économiques et politiques, en contexte de colonisation puis de reconstruction nationale, qui déterminent les modes de production et de consommation des textiles au Burkina Faso.

Mots-clefs

artisanat féminin, textile, tissage, ouvroir, mission chrétienne, *faso dan fani*

The weaving of a textile anthropology; 75 years of textile craft development by women in Burkina Faso (1912-1987)

Abstract

Before the Missionary Sisters arrived in the Mossi country in 1912, textile-related activities were traditionally organised according to gender. The revolutionary government of Thomas Sankara put women's weaving practices at the heart of its politics with the *faso dan fani* and collapsed in 1987. This text tries to understand how between 1912 and 1987 Mossi women acquired a wide variety of textile-related skills and habits. The analysis highlights the complex connections linking religion and the Christian missions, economy and politics, that shape the production and consumer habits of textiles in Burkina Faso.

Keywords

women's handcrafts, textile, weaving, workroom, Christian mission, *faso dan fani*

Sommaire

L'apprentissage par les femmes de nouveaux savoir-faire textiles au contact des sœurs missionnaires	6
<i>Un ouvroir missionnaire pour évangéliser les jeunes filles Mossi</i>	6
<i>Des techniques importées : le tissage de tapis haute-laine</i>	7
L'artisanat textile missionnaire : une pratique féminine temporaires	8
<i>Une activité textile dépendante de l'économie coloniale</i>	8
<i>Les avantages économiques et éducatifs du travail à l'ouvroir</i>	10
L'autonomisation de la pratique : une activité textile féminine au-delà de la mission	11
<i>L'appropriation par les femmes Mossi du tissage de coton et la naissance d'un artisanat à domicile</i>	11
<i>L'émancipation de la tutelle religieuse et le développement des formations artisanales</i>	13
L'ancrage institutionnel et identitaire des pratiques textiles féminines	14
<i>L'artisanat textile féminin à la croisée des politiques économique et culturelle de la Révolution de Thomas Sankara</i>	14
<i>Le Faso dan fani ou la réinvention d'une tradition textile</i>	16
Conclusion	17
Références	19

Tissage et femmes font rarement l'objet d'une association en Afrique de l'Ouest, où cette pratique technique est historiquement réservée aux hommes. À la croisée de représentations sociales et de croyances religieuses, les activités de transformation du coton s'inscrivent traditionnellement¹, chez les Mossi du Burkina Faso², dans une division sexuelle des savoirs fondée sur la complémentarité des tâches entre l'homme et la femme. Les activités liées au textile sont des activités secondaires et saisonnières, subordonnées au travail agricole. Les populations se consacrent aux travaux champêtres et aux cultures céréalières durant la saison pluvieuse, avant de s'adonner à l'artisanat textile pendant la saison sèche³. Les femmes récoltent les fleurs de cotonniers cultivés sur les champs de leurs maris ou leurs pères, puis elles égrènent, cardent et filent le coton au fuseau, avant de remettre les bobines de fils aux tisserands. Ces techniques, exécutées avec une grande habileté, se transmettent d'une génération féminine à une autre, en même temps que se fait l'apprentissage de la sexualité et des rôles de futures épouse et mère. Le tissage, à l'inverse, est une activité exclusivement masculine. Elle est pratiquée sur des métiers horizontaux en bois à lisses suspendues et à pédales, permettant de tisser des bandes de 2 à 25 cm de largeur. Les raisons invoquées à propos de l'exclusion des femmes de la pratique du tissage sont les suivantes : – « le filage leur étant dévolu, elles ne pourraient pas trouver le temps d'effectuer le tissage en plus de leurs tâches domestiques » ; – « la pratique étant difficile, c'est à l'homme d'assumer cette tâche » ; – « une femme ne peut pas exercer le même travail que son mari au risque de lui faire de la concurrence » ; – « la position du tisserand assis au sol jambes

écartées est indécente pour une femme » ; – enfin et surtout, l'exercice du tissage fait l'objet d'une initiation vers l'âge de 10 ans, car il est associé à des fétiches et des rituels sacrés. Une femme, parce qu'elle donne la vie, ne pourrait pas honorer les sacrifices d'animaux qui incombent à la pratique, et n'est donc pas admise à l'initiation. De même, la division du travail concerne les activités de teinture, qui, chez les Mossi, sont généralement réservées aux hommes du groupe Marensé⁴. Enfin, la couture et les travaux d'aiguille, qui consistent essentiellement dans l'assemblage des bandes de cotonnade, sont toujours l'apanage des hommes et le plus souvent du chef de famille. Ceci étant dit, on constate pourtant aujourd'hui que bon nombre de femmes tissent, teignent ou encore cousent des étoffes de coton, qui font la fierté des burkinabè, et que la palette des activités textiles féminines s'est considérablement enrichie. Ainsi, ce texte s'attache-t-il à comprendre comment a pu s'opérer le bouleversement de la division sexuelle stricte qui régissait les activités textiles chez les populations Mossi et comment les femmes sont parvenues à acquérir la maîtrise d'une plus grande variété de savoir-faire. J'adopterai, pour ce faire, une démarche anthropohistorique – laissant de côté pour l'instant l'étude approfondie de l'évolution des techniques et des chaînes opératoires, qui fera l'objet d'un prochain article –, en étudiant la période allant de 1912, date à laquelle s'installe à Ouagadougou la première congrégation de sœurs missionnaires, à 1987 et la chute du gouvernement de Thomas Sankara. Ce travail s'appuie, pour la période la plus ancienne, sur l'étude des archives des Sœurs Missionnaires de Notre-Dame d'Afrique, mises à ma disposition par l'archiviste de la congrégation à la Maison généralice des sœurs à Rome. En particulier, les données analysées proviennent des rapports annuels et des diaires établis systématiquement par les sœurs des missions de Ouagadougou et de Koupéla, ainsi que de photos et de documents iconographiques. L'article repose également, pour la période la plus récente, sur un terrain ethnographique de 12 mois réalisé entre 2015 et 2018 au Burkina Faso, principalement à Ouagadougou, la capitale,

4. Les Marensé sont un groupe de commerçants islamisés.

1. Par « traditionnel », je fais référence à la notion mooré de roq-miki, qui signifie littéralement « né trouver », et qui renvoie à tout ce qui est perçu comme étant transmis par les ancêtres, à savoir les coutumes, les fétiches et rituels sacrés, les règles matrimoniales, ou encore les façons de faire et de se comporter.

2. Les Mossi constituent l'ethnie majoritaire de l'actuel Burkina Faso. La dénomination du pays date de 1984. Elle remplace le nom Haute-Volta donné à cette région ouest africaine par le colonisateur français en 1919.

3. Appartenant à la zone soudanienne, la région bénéficie d'un climat tropical sec à deux saisons : une saison pluvieuse de juin à octobre et une saison sèche de novembre à mai.

et dans la région Mossi. À l'occasion de ce terrain, j'ai pu recueillir une littérature orale en interrogeant des anciens du village et des chefs traditionnels, m'entretenir avec les sœurs âgées de la congrégation catholique locale de l'Immaculée Conception et effectuer de nombreuses observations et interviews auprès de tisseuses et d'associations de femmes artisanes. Ce travail de recherche a pu être réalisé grâce au concours financier du Prix Ariane Deluz de la Fondation Maison des sciences de l'homme, reçu en 2016, et grâce à la bourse de recherche doctorale de la Fondation Martine Aublet, obtenue en 2017.

L'apprentissage par les femmes de nouveaux savoir-faire textiles au contact des sœurs missionnaires

Un ouvroir missionnaire pour évangéliser les jeunes filles Mossi

Les Sœurs Missionnaires de Notre-Dame d'Afrique arrivent à Ouagadougou en décembre 1912, 10 ans après leurs homologues masculins, la Société des Missionnaires d'Afrique, appelés communément les « Pères Blancs ». La congrégation, fondée en 1869 en Algérie par le Cardinal Charles Lavignerie, s'impose rapidement comme le pendant féminin de la Société des prêtres missionnaires et est constamment associée à ses activités, tout en restant sous sa tutelle financière et sous l'autorité de la hiérarchie vicariale (Bouron J.-M., 2014 : 53). Aux côtés des pères, les sœurs missionnaires, ou Sœurs Blanches, ont pour œuvre principale l'évangélisation des femmes et des jeunes filles. Le pays Mossi, longtemps gouverné par une puissante chefferie traditionnelle à la tête de laquelle règne le Mogho Naba, ne connaît, au début du XX^{ème} siècle, qu'une faible pénétration de l'Islam et reste principalement animiste. Pour les sœurs, l'opportunité d'apostolat est grande et deux postes missionnaires sont à fonder dans cette région. Après une année consacrée à l'apprentissage du mooré, la langue locale, une communauté de sœurs quitte Ouagadougou pour fonder le poste de Koupéla à 140 km à l'Est de la capitale en janvier 1914. Les sœurs de la mission de Ouagadougou reçoivent dès leur arrivée une dizaine d'orphelines, hébergées jusque-là chez les pères blancs, ainsi que quelques

fillettes données en signe d'amitié par les Nabas (chefs traditionnels) des villages avoisinants et des jeunes filles confiées par leur fiancé chrétien afin de recevoir une instruction religieuse. Afin d'étendre leur apostolat et recevoir auprès d'elles de nombreuses filles à évangéliser, les sœurs blanches et le Père Joanny Thévenoud, supérieur de la mission, décident de fonder un ouvroir pour donner du travail à ces jeunes filles. La vente de la production doit également permettre de couvrir les frais de fonctionnement de la mission. Le Père Thévenoud fait appel à l'administration coloniale, qui, par l'intermédiaire des Nabas, procède en 1921 à la réquisition de 55 fillettes dans les villages de la région, ce qui amène rapidement l'effectif de l'ouvroir et de son internat à une centaine d'ouvrières. Les sœurs reçoivent également dans leur cour des jeunes filles enfuies de chez leur mari pour échapper à un mariage imposé par leur lignage, selon la coutume. Le Père Thévenoud, qui devient vicaire apostolique du Soudan français en 1921, défendra toujours ces jeunes filles contre un « mariage forcé », invoquant le droit des femmes au libre choix de leur conjoint. Il s'opposera alors aux chefs traditionnels et bien souvent à l'administration coloniale, dont la politique tend à donner raison aux coutumes locales, et accueillera ces jeunes filles à l'internat des sœurs. Celles-ci, désormais placées sous la tutelle de la mission, ainsi que les fillettes réquisitionnées sur lesquelles les familles ont perdu leur droit, constituent pour Mgr Thévenoud un formidable contingent de filles à marier dans la chrétienté. Car les missionnaires ont la volonté avant toute chose de fonder des foyers chrétiens destinés à étendre la communauté. Or, en pays Mossi, la femme célibataire représente, pour le chef de famille à qui elle appartient, un bien précieux et une source de pouvoir qu'il peut exercer sur ses cadets. En effet, la seule manière de se marier selon la coutume est de se faire donner une jeune fille par celui qui en possède. En donnant en mariage ses filles de l'ouvroir, Mgr Thévenoud alimente ainsi ses stratégies d'alliance (Bouron J.-M., 2014), et oblige ses fidèles masculins, sur qui il peut alors en retour exercer son autorité. L'administration coloniale accusera d'ailleurs la mission, dans les années 1930, de se servir des

jeunes filles catéchumènes pour attirer dans la chrétienté des jeunes hommes désireux de se marier (Langewiesche K., 2008 : 5). Si les missionnaires n'hésitent pas à présenter l'ouvroir à la fois comme un refuge pour celles qui fuient le mariage forcé et un lieu d'émancipation de la jeune fille, la « libération » de cette dernière reste bien relative, puisqu'elle ressort généralement de l'ouvroir avec un mari chrétien, qu'elle n'a de fait pas toujours choisi (Langewiesche K., 2008 : 6 ; Bouron J-M., 2014 : 64). Lorsqu'un jeune homme exprime à Mgr Thévenoud son désir de se marier, celui-ci lui propose une fille de l'internat des sœurs qui n'est pas encore promise à un chrétien. Si le garçon peut exprimer sa préférence, la jeune fille, en général, doit accepter la proposition (Langewiesche K., 2008 : 6). Beaucoup de filles de l'ouvroir épouseront ainsi des ouvriers de l'usine de filature et de tissage mécanisés des pères (Bobin F., 2003). Sans procéder aux réquisitions, mais en accueillant des jeunes filles fuyant un mariage imposé et des externes des villages voisins, les sœurs de Koupéla fonderont également un ouvroir dès 1919 avec le même objectif d'apostolat. À l'internat des sœurs, les filles et fillettes deviennent catéchumènes. Elles apprennent les préceptes de la religion catholique en même temps qu'une nouvelle discipline, à la fois morale et corporelle. On leur enseigne à maîtriser leur corps et à contenir leurs émotions, à acquérir une nouvelle gestuelle, à garder le silence, ou encore à respecter un emploi du temps imposé (Langewiesche K., 2008 : 10 ; 2012 : 123). La proximité quotidienne avec les sœurs et les encouragements particuliers de la Sœur Delphine Aubazac font naître des vocations auprès des jeunes internes, qui expriment dès 1921 leur volonté de renoncer au mariage – destin alors impensable pour une femme selon la coutume Mossi – et de devenir sœur à leur tour. Les familles averties de ce choix s'y refusent catégoriquement et veulent retirer leurs filles de la mission, mais Mgr Thévenoud s'y oppose. Après d'âpres négociations, le vicaire propose aux fiancés délaissés d'autres jeunes filles de l'ouvroir en compensation, qu'ils finissent par accepter. L'œuvre des Sœurs Noires ou Sœurs Africaines comme elle est appelée, débute ainsi, avec

la création d'un postulat⁵ en 1923. Séparées des autres filles de l'internat, les postulantes portent un habit distinctif, dorment dans un bâtiment à part et reçoivent un enseignement religieux à plein temps. En 1930, la congrégation est reconnue par Rome et les sept premières sœurs de l'Immaculée Conception prononcent leurs vœux dans la cathédrale de Ouagadougou. Finalement, l'entrée au catéchuménat des sœurs apparaît donc pour les jeunes filles comme un moyen d'échapper aux contraintes d'un mariage imposé par le lignage, voire d'un mariage tout court pour celles qui choisissent de prendre l'habit religieux, et de rompre avec le système coutumier, même si, comme on l'a vu, il ne s'agit pas d'une forme d'émancipation mais plutôt du passage d'un groupe de dépendance à un autre (Langewiesche K., 2008 : 10). Ces jeunes filles, dont la majorité vit une rupture violente avec le milieu familial traditionnel, par la fuite volontaire ou la réquisition subie, se voient soumises à l'autorité des sœurs blanches et du père supérieur, et n'ont donc pas vraiment d'autre choix que d'apprendre et d'exercer les travaux qui leur sont destinés à l'ouvroir.

Des techniques importées : le tissage de tapis haute-laine

L'industrie que les sœurs blanches et Mgr Thévenoud souhaitent développer pour les filles Mossi est le tissage de tapis haute-laine. Cet artisanat, que les sœurs ont vu réaliser dans leur poste de Biskra en Algérie par les femmes du pays, s'effectue sur un métier à tisser haute-lisse en bois, composé de deux montants verticaux encadrés par deux ensouples horizontales. La chaîne est tendue dans le sens vertical et le tissage s'exécute en nouant les fils de laine de bas en haut le long de la chaîne. Cette technique, ainsi que le métier à tisser, divergent complètement du métier local à lisses suspendues, dont le tissage s'effectue en passant une trame entre les deux nappes de fils d'une chaîne tendue horizontalement. La matière première utilisée est également différente. Le tissage local Mossi, qui n'est effectué traditionnellement que par les hommes, est réalisé exclusivement

5. Temps de formation qui précède le noviciat, la période probatoire à l'engagement dans la vie religieuse, après laquelle on est admis à prononcer les vœux de religion.

en coton. Le tissage de tapis proposé par les sœurs utilise de son côté le coton en chaîne et la laine en trame. Cette technique apparaît donc comme complètement inédite pour la population Mossi. Les sœurs, qui ne sont pas des artisanes, doivent-elles aussi passer par un apprentissage. Après tentatives et tâtonnements, se souvenant de travaux textiles vus en France dans leur enfance et en Algérie, elles parviennent à s'auto-former et à stabiliser un processus technique hybride susceptible d'être reproduit par les fillettes. La chaîne, d'abord réalisée en chanvre, devient vite du coton local, permettant un travail plus fin et plus régulier. Quant à la laine, les moutons du pays produisant une laine rêche, peu adaptée au tissage, les religieuses la font venir directement de Mopti au Mali par les camions de la mission⁶. Elle est ensuite préparée et teinte à l'ouvroir. Celui-ci démarre véritablement en 1918. Les filles doivent faire l'apprentissage des nouvelles techniques de tissage, mais aussi de teinture et de filage. Bien que les femmes Mossi soient expertes dans le filage du coton au fuseau, les petites filles sont contraintes d'abandonner cette technique et d'apprendre à filer au rouet, d'abord le coton, puis la laine. Les filles de l'ouvroir, âgées de 7 à 18 ans, sont affectées par les sœurs aux différentes activités : les plus petites cardent la laine (jusqu'en 1925 et l'acquisition d'une cardeuse électrique) et dévident les écheveaux filés pour le tissage ; les moyennes filent au rouet et les plus grandes tissent sur les métiers haute-lisse. Quelques grandes aident une sœur à la teinture des fils. En 1926, elles sont 200 ouvrières. Leur nombre culminera à 230 en 1928. À Koupéla, les sœurs tentent également de démarrer dès 1919 un ouvroir de tissage de toile de coton⁷, mais les productions ne trouvent pas d'acheteurs. Avec le succès grandissant de l'ouvroir de tissage haute-laine de Ouagadougou, celui de Koupéla est transformé en 1923 pour devenir une succursale du premier et honore uniquement les

commandes envoyées par la capitale. Comme le montre l'échec du tissage de toile de coton au début des années 1920, le marché local du tissage destiné à l'habillement quotidien ou rituel est complètement monopolisé par la production traditionnelle masculine. Aussi, la population ne montre aucun intérêt pour les tissages effectués à l'ouvroir de Koupéla, d'autant plus qu'ils font directement concurrence au travail des tisserands. Le tissage de tapis haute-laine, en revanche, apparaît comme un artisanat inédit, voire curieux, au-delà de toute concurrence avec les productions locales. Le travail est réalisé par les filles de manière temporaire, le temps de leur passage à la mission jusqu'à leur mariage. Si elle remet en cause une division sexuelle du travail et des savoir-faire, avec des femmes qui pratiquent le tissage et la teinture et peuvent maîtriser l'ensemble du processus technique, cette activité ne présente aucune commune mesure avec le métier de tisserand, étant donné que les jeunes filles ne sont pas destinées à continuer le tissage en dehors de la mission, comme on le verra par la suite. L'activité technique ne fait pas l'objet d'une pratique rituelle et initiatique liée à un fétiche ou une croyance religieuse et n'est pas investie d'une dimension sacrée. De plus, les techniques divergent et sont importées de l'étranger, tout comme le métier à tisser et la matière première. Aussi, les Nabas n'y voient pas de danger particulier pour la tradition et observent cette œuvre avec curiosité, sans s'y opposer franchement. Ils visitent l'ouvroir, encouragent les filles au travail et achètent même les premiers tapis confectionnés, le Mogho Naba en tête, suivi par le Balloum Naba. Néanmoins, rapidement, les productions de l'ouvroir ne s'adressent plus à la population locale, mais s'inscrivent directement dans une économie coloniale.

L'artisanat textile missionnaire : une pratique féminine temporaire

Une activité textile dépendante de l'économie coloniale

Si les tapis de Ouagadougou, connus à Paris dès 1920⁸, bénéficient de nombreuses

6. Archives générales des Sœurs Missionnaires de Notre-Dame d'Afrique (SMNDA), Historique 1912-1939, Mission de Ouagadougou.

7. Le doute subsiste sur le fait qu'il s'agisse d'un tissage réalisé sur un métier vertical ou bien horizontal, car cela n'est jamais mentionné, mais il est plus probable que ce soit un tissage sur métier vertical.

8. Archives générales des SMNDA, Notes autographes de Sr Delphine sur la fondation de l'ouvroir de Ouagadougou écrites vers 1922, Mission de Ouagadougou.

commandes de la métropole, les principaux acheteurs restent les administrateurs de la colonie de Haute-Volta. Le gouvernement colonial est d'ailleurs, dès l'origine, impliqué dans le développement et la promotion de l'ouvroir. Le gouverneur Hesling, qui voit dans cette industrie féminine un vecteur de développement pour sa colonie, promet au Père Thévenoud son soutien financier dès 1919. Le gouvernement colonial subventionnera l'ouvroir dans ses différentes activités jusqu'en 1949 (Bobin F., 2003), notamment en finançant la construction de nouveaux bâtiments pour accueillir les ouvrières. Une délégation de tisseuses sera envoyée à l'exposition coloniale internationale de Paris en 1931 et la colonie assurera le recrutement des ouvrières par réquisition à quatre reprises, avant que cette pratique ne soit abrogée en 1952. Les nombreuses visites officielles de l'ouvroir contribueront également à la promotion et la commercialisation des produits. Au prix de 2000 FCFA le mètre carré en 1946⁹, les tapis de la mission représentent des produits de luxe pour le niveau de vie local et s'adressent essentiellement à une clientèle européenne. La supérieure écrit dans le rapport annuel de cette année-là que « chaque colonial qui rentre veut maintenant emporter son tapis », ce qui assure des commandes pour l'ouvroir. Pourtant, pour cet artisanat missionnaire, très dépendant de l'économie coloniale et du commerce extérieur, la crise économique de 1929 a lourdement pesé sur la demande de tapis. La mission a été contrainte de ralentir la production de l'ouvroir et de nombreuses ouvrières ont été renvoyées chez elles, faute de pouvoir les faire travailler¹⁰. Ainsi, au gré des commandes extérieures, les jeunes filles envoyées chez les sœurs entrent et sortent de l'activité textile sans véritablement s'y attacher. Malgré la volonté des sœurs et de l'administration, qui fait confectionner en 1927 des petits métiers destinés à être emportés dans les foyers, les filles, une fois mariées, ne poursuivent pas leur activité, car leurs maris s'y opposent. Ils considèrent en effet que c'est

se rabaisser que de laisser leur femme continuer à travailler pour le compte de l'ouvroir et non pour eux-mêmes. L'apprentissage des nouvelles techniques textiles est, de toute façon, considéré avant tout par les missionnaires et la communauté comme le moyen d'éducation de la jeune fille à son rôle de bonne épouse et mère de famille chrétienne, et non comme une véritable formation à un nouveau métier¹¹. Sœur Delphine, qui voit partir ses meilleures ouvrières, fait alors germer auprès du Père Thévenoud l'idée de former des « sœurs indigènes » parmi les jeunes filles de l'ouvroir, pour la suppléer dans les œuvres de la mission. La seule technique apprise chez les sœurs à laquelle les femmes et les fillettes s'adonnent dans leur temps libre pour leur propre compte est le tricot de chaussettes et de bonnets de coton, qui se vendent facilement auprès d'une clientèle locale. Aussi, elles aiment se réunir régulièrement entre elles ou à la mission pour filer le coton et tricoter. En 1932, la production de tapis étant au ralenti, les sœurs diminuent les heures de travail à l'ouvroir pour les remplacer par des heures de lecture, de couture et de production de tricot de chandails. Cette initiative est vite suivie par la création d'un atelier de couture à la machine à coudre¹², destiné à accueillir les filles qui ne vont pas à l'ouvroir. Les pères ayant ouvert en 1927 une usine de filature de coton et de tissage mécanisé¹³, les petites couturières confectionnent, à partir des étoffes sorties de l'usine, des gandouras¹⁴ pour les pères, des tenues pour les petits séminaristes et les écoliers de l'école gouvernementale, ainsi que des uniformes pour les militaires. La seconde guerre mondiale génère à la suite beaucoup d'activité à l'atelier, avec des commandes répétées de 5000 tenues pour les combattants, et les besoins de main d'œuvre donnent lieu à de

9. Archives générales des SMNDA, Rapport de 1946, Mission de Ouagadougou. 2 000 FCFA en 1946 représentent environ 230 euros. En 1946, 1 Franc Français est égal à 1,70 FCFA et 1 FF de 1946 équivaut à 0,068 €.

10. En 1932, le nombre d'ouvrières n'est plus que de 150, presque toutes internes.

11. Contraint, par ailleurs, par l'approvisionnement en matière première, la laine de Mopti, et par l'écoulement des productions auprès d'une clientèle très spécialisée.

12. La mission dispose de machines à coudre sur lesquelles les ouvrières travaillent dès 1926. En 1934, l'atelier en possède une dizaine, sur lesquelles les filles se relaient.

13. Elle fonctionne à l'électricité grâce à une petite centrale installée dans l'enceinte de la mission.

14. Longue tunique sans manches et sans capuchon, portée au Maghreb, choisie par les Pères Blancs comme habit religieux lors de leur fondation à Alger en 1868.

nouvelles réquisitions¹⁵. Les demandes de confection s'accroissent également de la part des colons et de plus en plus des populations locales, car les tissus européens sont impossibles à trouver dans les boutiques de la ville. Après la guerre, la demande s'essouffle et les sœurs décident d'initier les jeunes filles à une nouvelle activité : la broderie. Les dessins sont exécutés à l'aiguille sur des étoffes importées des usines Gonfreville de Bouaké en Côte d'Ivoire. À Koupéla, l'ouvroir de broderie créé en 1950 doit permettre d'offrir quelques revenus aux jeunes filles et d'éviter ainsi qu'elles ne fréquentent les marchés et s'adonnent au petit commerce, activité jugée contraire à la morale familiale catholique, qui préfère cantonner les femmes à l'univers domestique (Bouron J-M., 2014 : 65). Mais les productions ne se vendent pas et l'activité s'arrête en 1951. Encore une fois, cet artisanat destiné principalement à une clientèle occidentale ne trouve pas d'acheteur dans cet arrière-pays. L'ouvroir de broderie créé en 1954 à Ouagadougou prospère quant à lui, car les services de table et nappes brodés sont plus accessibles que les tapis et trouvent des acheteurs au sein d'une petite élite locale. Si une demande locale de confection existe et va en augmentant, avec notamment au début des années 1950, la mode du mariage en blanc à l'européenne, l'activité de couture ne se développe pas au profit des femmes en dehors de la mission. Les maris s'y opposent, arguant que selon la coutume, la femme Mossi ne coud pas¹⁶. La couture reste l'apanage des hommes, et de plus en plus de tailleurs professionnels ouvrent leur atelier en ville. En effet, les étoffes industrielles, qui sortent de l'usine des pères, commencent dès le milieu des années 1930 à concurrencer les cotonnades traditionnelles sur le marché de l'habillement et remettent pour la première fois en cause le monopole exercé jusqu'alors par les tisserands. Par ailleurs, la consommation de la fripe, issue de dons sporadiques des personnels administratifs et des missionnaires, reste encore marginale à

cette époque et ne se développera véritablement qu'à partir de sa commercialisation en 1968 (Ouédraogo A., 2000 : 7 ; 9). Bien que les activités textiles exercées par les jeunes filles soient réservées au cadre exclusif de la mission, les demandes d'apprentissage et de travail à l'ouvroir ne cessent d'augmenter dans les années 1930, encouragées bien souvent par les parents, car elles rapportent un petit salaire permettant de contribuer aux besoins de la famille.

Les avantages économiques et éducatifs du travail à l'ouvroir

Le travail à l'ouvroir et aux différents ateliers est rémunéré par jour ou à la pièce selon l'âge et l'activité des ouvrières. Les fileuses reçoivent un salaire journalier tandis que les tisseuses sont rémunérées à la pièce selon les dimensions du tapis réalisé. Les ouvrières voient leur salaire augmenter à mesure que le coût de la vie dans la colonie augmente. De 0,23 francs à 0,75 francs par jour en 1919 (50 cauris à Koupéla), elles reçoivent entre 4,25 francs CFA¹⁷ et 8 francs CFA par jour après la guerre en 1946. L'inflation est telle qu'en 1949, le salaire journalier varie entre 25 et 40 FCFA par jour. Sur ce salaire, les internes doivent payer chaque mois leur pension et leurs habits. Le reste est mis en dépôt chez les sœurs et leur est restitué au moment de leur mariage. Une modique somme leur est donnée par mois pour s'acheter des friandises ou des vêtements et quelques coquetteries sur le marché. Les externes reçoivent, quant à elles, de quoi aider leurs parents à l'achat du mil et le reste est également mis en dépôt. Bien vite, les fillettes comprennent qu'elles peuvent mettre à profit leurs moindres temps libres pour tricoter et gagner un peu d'argent sur le marché. Au début des années 1930, les denrées deviennent de plus en plus chères et le travail manque. Les besoins de liquidité se font sentir dans les familles et les maris, jusqu'alors réticents, autorisent leurs femmes à revenir travailler à l'ouvroir en 1934. Le salaire des ouvrières est parfois le seul revenu monétaire de la famille, aussi ces jeunes filles participent-elles de l'introduction d'une économie monétaire et salariale au sein des foyers, en même temps qu'elles reçoivent une éducation à l'épargne

15. En 1938 et 1943, l'administration procède à deux vagues de réquisition de fillettes pour l'ouvroir. Des externes sont également rappelées et des femmes mariées reviennent travailler à l'ouvroir. Après la guerre, les filles sont renvoyées à nouveau chez elles.

16. Archives générales des SMNDA, Rapports de 1938 et 1942, Mission de Ouagadougou.

17. Le franc CFA est créé par décret en décembre 1945.

auprès des sœurs. Ce changement de perspective économique s'accomplit en 1948, lorsque, le coût de la vie augmentant après la guerre, les sœurs distribuent aux externes comme aux internes la moitié de leur salaire chaque mois afin qu'elles puissent aider leurs familles. Cette nouvelle mise à disposition de liquidités est bien accueillie et mise à profit puisqu'elle s'accompagne de l'augmentation nette du rendement au travail des ouvrières. Certaines internes, dont les plus anciennes travaillent à l'ouvroir depuis 9 ans, demandent même l'année suivante à retirer une partie de leur avoir en dépôt pour l'envoyer à leurs parents en cette année de famine¹⁸. Le travail à l'ouvroir, de plus en plus recherché, reçoit plus de demandes qu'il ne peut en contenir. L'intérêt qu'il suscite trouve son fondement dans le gain économique direct qu'il offre aux ouvrières et leurs familles en cette période d'inflation, mais également dans l'instruction, notamment en français, que les filles reçoivent auprès des sœurs. Avec la crise économique de 1929 et le ralentissement des commandes de tapis, l'ouvroir de Ouagadougou ainsi que les autres œuvres de la mission, prennent une orientation davantage scolaire. De même, l'ouvroir de Koupéla est arrêté en 1932. Il devient une école ménagère où, en plus de la couture, du tricot et du repassage, les jeunes filles reçoivent des leçons de lecture et d'écriture en mooré. À Ouagadougou, la demande d'instruction en français augmente également, y compris pour les filles. L'école en français débute pour les garçons en 1924¹⁹. Mais face à la demande et pour éviter un exode des fillettes vers l'école gouvernementale, une classe est ouverte pour les filles en 1931. Deux ans plus tard, elle redevient toutefois une classe ménagère, où l'instruction se fait essentiellement en mooré et « se borne au savoir convenable pour la femme en pays noir »²⁰. Il faudra attendre 1940 pour qu'une école primaire, payante, soit créée pour les filles et 1952 pour qu'ouvre la première classe de sixième. L'atelier de couture, pensé comme la continuité de l'école

ménagère, verra lui aussi son emploi du temps réaménagé à la fin des années 1940 avec une augmentation du temps de classe par jour. Les Sœurs Noires, qui s'impliquent dans les œuvres aux côtés des Sœurs Blanches depuis 1925, notamment pour les classes de mooré et la supervision de l'ouvroir, sont les premières à ouvrir la voie de l'éducation pour les filles. À partir du milieu des années 1950, et voyant leur cour se remplir de jeunes filles fuyant un mariage coutumier, elles tentent, avec les encouragements des prêtres africains, de trouver des activités rémunératrices pour les femmes qui s'inscrivent cette fois dans une économie locale.

L'autonomisation de la pratique : une activité textile féminine au-delà de la mission

L'appropriation par les femmes Mossi du tissage de coton et la naissance d'un artisanat à domicile

Cette activité, à l'inverse de l'ouvroir, est moins pensée comme une opportunité d'évangéliser les filles et les femmes, qu'un moyen de les occuper en les ramenant dans la sphère domestique et de leur assurer un revenu leur permettant d'acquérir une certaine autonomie financière. Elle prend forme en 1954, lorsque deux sœurs de l'Immaculée Conception, effectuant leur visite habituelle aux ménages chrétiens de la paroisse du quartier Kologh Naba, repèrent dans une cour des femmes en train de tisser des étoffes de coton sur des métiers verticaux. En les interrogeant, les sœurs apprennent qu'il s'agit de femmes Yoruba²¹, dont la tradition textile féminine est ancienne. Or, parmi elles, se trouve une femme Mossi, une petite sœur du Mogho Naba donnée en mariage à un commerçant Yoruba, qui a appris le tissage auprès de ses coépouses. Pouvant communiquer facilement en mooré, les sœurs lui demandent de leur enseigner la technique du tissage Yoruba, ce qu'elle accepte. Cette technique, qui s'effectue à partir d'un métier vertical, diffère sensiblement de la technique

18. Archives générales des SMNDA, Rapports annuels de 1948 et 1949, Mission de Ouagadougou.

19. Cette école est, à l'origine, une école préparatoire au petit séminaire, en vue de former de futurs prêtres.

20. Archives générales des SMNDA, Rapport de 1934, Mission de Ouagadougou.

21. Les femmes de l'ethnie Yoruba, principalement au Nigéria, au Bénin et au Togo, tissent sur des métiers verticaux à lisses fixées, mais leur production apparaît très marginale, voire confidentielle, due à la faible productivité du métier à tisser (Boser-Sarivaxevanis R., 1975).

de tissage haute-laine et s'apparente plutôt au tissage effectué par les hommes Mossi sur leurs métiers horizontaux. La matière première utilisée est le coton, filé par les femmes elles-mêmes, et le tissage produit une bande de toile allant de 30 à 65 cm de largeur sur 2 à 2,75 m de longueur, soit une bande plus large que celle tissée par les hommes Mossi. Leur apprentissage terminé, les sœurs commencent à enseigner la nouvelle technique aux femmes qu'elles hébergent dans leur cour. Ces dernières, déjà en rupture de ban avec la coutume, ne font pas de difficultés pour apprendre cette technique hybride, à la fois étrangère et familière, associant un tissage vertical, qu'elles voient pratiquer par leurs sœurs aînées depuis une quarantaine d'année auprès des religieuses, et des bandes de cotonnades avec lesquelles elles ont l'habitude de se vêtir et de porter les enfants au dos. Cette activité de tissage, pratiquée de manière traditionnelle par les femmes Yoruba, ne fait pas plus l'objet de rituels sacrés et d'initiation spécifique. Elle est destinée à une consommation locale, quand les bandes de coton sont assemblées pour former un pagne. Les femmes Mossi n'émettent donc pas d'objection à apprendre cette technique et, sur la demande des sœurs, à la transmettre à leur tour à d'autres femmes. La simplicité du métier en bois, facile et peu coûteux à construire, et la disponibilité de la matière première, le coton, que les femmes peuvent filer à la maison, en font un artisanat idéal pour être exercé à domicile. Les Sœurs Noires, dont la majorité est passée par les ateliers de tapis ou de couture, enseignent également aux femmes leurs connaissances en teinture des fils, afin que ces dernières puissent proposer une plus grande variété de tissages colorés. À l'inverse des activités de l'atelier, exercées et vécues dans le cadre missionnaire et colonial, ce nouvel artisanat, mis à disposition par les Sœurs Africaines, fait l'objet d'une rapide appropriation de la part des femmes, non seulement dans la cour des sœurs, mais également au-delà. En 1958, une association de jeunes filles se met en place à Koupéla pour développer cet artisanat à domicile. La Jeunesse Féminine Koupéenne obtient, avec l'aide des sœurs du poste, un financement public pour construire un bâtiment destiné à la formation des

tisseuses dont la demande explose. L'année suivante, 20 filles achèvent leur formation et 7 tissent déjà à domicile. Le nombre de tisseuses à domicile est multiplié par 5 en 1962. Une fois formées²², les femmes rachètent leur matériel – métier et fils de coton teints – pour s'installer chez elles. Elles vendent leur production aux sœurs, qui parviennent à l'écouler via leurs circuits de distribution ou bien directement à des clients locaux. Dès lors, les demandes de formation affluent des quatre coins du pays Mossi : Tanghin près de Ouagadougou, Ouahigouya et Yako dans le Nord, Garongo et Diabo à l'Est ou encore Zabré au Sud²³. La demande est le plus souvent adressée par le curé de la paroisse concernée et des sœurs sont envoyées pour y enseigner la technique Yoruba. Les femmes mariées continuent l'activité dans leur foyer. Maris et parents apprécient cet artisanat, qui, tout en gardant leurs femmes à la maison, permet de ramener un revenu substantiel au foyer, car le tissage est vendu 900 FCFA le mètre carré. La société elle-même intègre cette nouvelle activité. Bien qu'exerçant une concurrence directe avec les cotonnades traditionnelles, dont l'hégémonie, on l'a vu, a déjà commencé à être bouleversée, les productions s'écoulent facilement et les « nouveaux tissages »²⁴ sont récompensés d'un premier prix à la foire agricole de Koupéla en 1958 et à celle de Ouagadougou en 1959. En 1962, l'écoulement de la production est assuré par un organe gouvernemental, l'Office de commercialisation de Haute-Volta. Les étoffes sont utilisées par les sœurs et leurs apprenties couturières pour coudre des services de table, des vêtements pour hommes, femmes et enfants et pour confectionner les blouses des infirmières du dispensaire. Des « dames de Ouaga »²⁵ achètent également les bandes tissées pour se faire coudre des pagnes, des robes ou encore des jupes à l'occidentale. Les métiers en bois sont remplacés en 1964 par des métiers métalliques plus solides, mais la technique reste

22. La formation est de deux mois jusqu'en 1964, puis passe à un an afin de maîtriser les motifs les plus complexes.

23. Archives générales des SMNDA, Rapport de 1964, Mission de Koupéla.

24. Archives générales des SMNDA, Courrier de Saint-Charles, avril 1959, Mission de Koupéla.

25. Archives générales des SMNDA, Rapport de 1964, Mission de Koupéla.

la même pour ne pas perturber les femmes qui continuent à tisser sur des métiers en bois. Un grand atelier de tissage est ouvert à Koupéla en 1965, comprenant en plus une section confection, des cours théoriques en français et des cours ménagers. La demande s'accroît encore davantage et les femmes doivent attendre leur tour pour pouvoir se faire former. En 1969, une délégation de tisseuses de Koupéla est envoyée à Accra au Ghana pour représenter la Haute-Volta. Malgré son succès, le tissage Yoruba reste assez pénible à exercer, faisant travailler essentiellement les muscles du dos et des bras, déjà sollicités par les activités de pilage du grain pour les préparations alimentaires (Grosfilley A., 2006 : 205). Aussi, l'exécution du tissage est très lente, nécessitant douze jours pour réaliser une bande de 2,75m x 65cm. Observant le métier horizontal à pédales et lisses suspendues utilisé par les hommes, dont la productivité est double, les sœurs de l'Immaculée Conception ont l'idée de concevoir, vers 1959, un métier à tisser horizontal pour les femmes qui soit plus rapide et plus ergonomique que le métier vertical. Elles font appel à des menuisiers pour confectionner un métier en bois s'inspirant du métier masculin, mais permettant de tisser en position assise sur un tabouret et non plus à même le sol dont la posture est fatigante. Après plusieurs expérimentations, elles font également rajouter un tambour en bois de l'autre côté du métier, afin de pouvoir enrouler la chaîne dessus²⁶ et tisser ainsi dans un espace réduit²⁷. Or, ce métier amélioré, construit d'abord en bois puis en métal, est plus coûteux que le métier en bois Yoruba simple et bon marché. Aussi, on observe bien souvent des femmes débiter leur activité de tissage sur le métier Yoruba, avant de pouvoir acquérir un métier à tisser horizontal. Finalement, l'activité féminine de tissage sur métier vertical étant bien acceptée socialement, le passage au métier horizontal, dont la technique et le rendu du

tissage ressemblent beaucoup à ceux des hommes, est perçu comme un détail et ne soulève pas de difficultés. Cet artisanat textile, permettant aux femmes de contribuer aux besoins de la famille, s'inscrit donc durablement dans le paysage social comme un artisanat à domicile valorisé et comme une bonne alternative à la poursuite des études pour une jeune femme.

L'émancipation de la tutelle religieuse et le développement des formations artisanales

À partir du milieu des années 1950, de plus en plus de jeunes filles, encouragées par leurs parents, commencent à exprimer leur volonté de poursuivre des études sanctionnées par des diplômes. Infirmière, assistante sociale, dactylographe sont autant de métiers qui fascinent cette nouvelle génération de femmes, dont le souhait est de décrocher un diplôme pour pouvoir jouir d'une situation sociale lucrative et être indépendantes financièrement, même dans le mariage. Aussi, les institutions scolaires se multiplient à la mission de Ouagadougou. À côté du collège de Kologh Naba, ouvert en 1956, se distingue l'Institut Lavigérie, délivrant un CAP Ménager. L'école d'infirmière d'Etat est fondée en 1958 et, pour satisfaire une demande croissante, un CAP Dactylographie est ouvert en 1965. À la même époque, et presque de manière symétrique, les Sœurs Blanches observent une diminution nette du nombre de vocations à Ouagadougou. Les aspirantes, envoyées chez les sœurs de la mission pour recevoir leur instruction religieuse, viennent majoritairement d'autres localités du pays et sont issues de familles chrétiennes, ou même animistes, très modestes. Pour ces dernières, le don d'une fille au Seigneur est encore considéré comme un honneur. À l'inverse, dans les familles les plus scolarisées et aisées de la capitale, la vocation est perçue comme un renoncement social et économique. Quarante ans après les premières vocations religieuses et le renoncement au mariage exprimés par leurs aînées, les jeunes filles Mossi trouvent dans la poursuite des études la garantie de leur future autonomie financière et une forme d'indépendance compatible cette fois avec le mariage. Pour les filles qui ne veulent pas ou ne peuvent pas, faute de moyens, continuer

26. Autrement, la chaîne est tendue au moyen d'une lourde pierre, qui est ramenée vers le métier à tisser à mesure que le tissage progresse.

27. Une version complémentaire, relevée par Sambaré Boubacar dans le cadre de sa recherche doctorale, existe à ce propos : ce serait un père africain, qui, le premier, aurait appris le tissage horizontal à une femme de sa paroisse et lui aurait modifié le métier pour lui permettre de tisser. Cette femme, à son tour, aurait appris aux sœurs comment se servir de ce métier (Sambaré B., 2018, 167).

leur scolarité, l'artisanat textile apparaît comme une alternative favorable. La formation auprès des sœurs est recherchée, gage d'une bonne éducation et d'une instruction en français. Mais c'est surtout la perspective d'une activité rémunératrice, permettant d'assurer en même temps les tâches domestiques et la garde des enfants, qui attire les filles et les femmes vers l'apprentissage de cet artisanat. Malgré la fermeture de l'ouvroir de tapis haute-laine en 1957 après 39 ans d'activité et plus de 780 filles formées, faute de commandes en cette période de décolonisation, le succès des formations artisanales perdure. La section broderie fonctionne très bien et accueille de nombreuses ouvrières, qui, dès le milieu des années 1960, utilisent les bandes de coton tissées par les femmes pour leurs broderies. À partir de 1962, elles commencent à broder chez elles, mais continuent de ramener leurs productions au centre, où les broderies sont achetées par une clientèle relativement spécialisée et fortunée. Après l'Indépendance déclarée en 1960, les sœurs missionnaires poursuivent leurs activités dans le pays, avec le soutien du nouveau gouvernement. Affirmant sa volonté de proposer des formations artisanales pour les femmes, ce dernier subventionne la création du Centre de Formation Féminine Artisanale (CFFA) dans le quartier de Gounghin en 1968, qui signe le grand retour du tissage de tapis haute-laine, aux côtés de la broderie et de la couture. Les Sœurs Blanches en assurent la direction jusqu'en 1982, avant de se retirer, laissant la structure devenir un lycée professionnel d'Etat. Fleurissent également, dans les années 1970, de nombreux centres sociaux financés par le Ministère de l'Action Sociale et destiné à la promotion et la formation – notamment artisanale – de la jeune fille. La pratique et les savoir-faire textiles s'émancipent peu à peu de l'influence religieuse et missionnaire et se diffusent au-delà des milieux chrétiens. En effet, à partir des années 1970, certaines femmes commencent à afficher leur pratique de la couture à domicile²⁸. En 1983, les femmes de trois centres spécialisés respectivement dans le tissage horizontal à Bilbalogho, la teinture à Tanghin et la couture-broderie à Dapoya

décident de se réunir pour créer un centre de formation et de production en centre-ville, qu'elles nomment la Coopérative de production artisanale des femmes de Ouagadougou (COPAFO). L'activité de couture, en effet, commence à s'ouvrir aux femmes en dehors du contexte missionnaire à partir des années 1970. VOLTEX, l'usine de filature et de tissage industriels inaugurée en 1970, permet aux artisanes de ne plus filer à la main, mais de s'approvisionner directement en fils de coton, et de pouvoir ainsi tisser de plus grandes quantités. La productivité du tissage sur le métier horizontal à pédales tend vite à éclipser le tissage Yoruba sur métier vertical et, à l'exception de quelques centres tenus par les sœurs où la technique continue d'être pratiquée, elle disparaît finalement des foyers. La pratique féminine du tissage sur le métier horizontal à pédales s'impose et est choisie pour devenir, à partir du milieu des années 1980, l'un des symboles de la politique révolutionnaire de Thomas Sankara.

L'ancrage institutionnel et identitaire des pratiques textiles féminines

L'artisanat textile féminin à la croisée des politiques économique et culturelle de la Révolution de Thomas Sankara

Le Capitaine Thomas Sankara arrive au pouvoir le 4 août 1983, à la suite d'un coup d'Etat militaire, qui signe le début de la Révolution Démocratique et Populaire. Ce régime d'inspiration marxiste, porté par le Conseil National de la Révolution (CNR), se veut être une réponse aux problèmes sociaux et économiques du pays auxquels les gouvernements précédents n'ont pas su faire face. La politique du CNR se voit incarnée en la figure de son leader charismatique, le jeune capitaine Thomas Sankara, aux dons d'orateur sans pareils. Anti-impérialiste farouche, le nouveau chef d'Etat lutte, à travers le CNR, pour la destruction de l'ordre « néo-colonial » et la libération des groupes opprimés, à commencer par les femmes. Rompant avec les théories biologistes d'une inégalité naturelle entre les sexes, Thomas Sankara se réfère au matérialisme historique de Karl Marx pour lier le statut subalterne de la femme à travers les âges et les sociétés à celui des prolétaires, et

28. Entretien avec le couturier Derme Madi, le 02/11/2018 à Ouagadougou.

conclure à l'unité de leur combat²⁹ (Sankara T., 2001). Il exhorte les femmes à conquérir leur liberté, à exprimer leurs revendications et à agir pour les faire aboutir. Mais avant tout, il érige ces dernières en fers de lance de sa politique économique : « Aussi, [celles]-ci [doivent-elles] s'engager davantage dans l'application des mots d'ordre anti-impérialistes, à produire et consommer burkinabè, en s'affirmant toujours comme un agent économique de premier plan, producteur comme consommateur des produits locaux »³⁰. Sankara entend associer activement les femmes à sa politique de développement endogène devant conduire à l'autosuffisance agricole et industrielle du pays, avec le mot d'ordre « Produisons ce que nous consommons et consommons ce que nous produisons ». Celui-ci rejoint une politique culturelle, initiée dès les débuts de la Révolution, de reconstruction et de valorisation de l'identité nationale. Cette dernière prend une tournure décisive le 4 août 1984, lorsque la Haute-Volta est rebaptisée Burkina Faso et ses habitants burkinabè, associant dans la dénomination les trois langues majoritaires du pays, le mooré, le dioula et le fulfuldé³¹. Rompant avec l'ancien nom colonial et un passé de domination, la volonté du CNR est de réconcilier le peuple avec lui-même, de lui donner

une dignité et une confiance en lui³², afin de susciter auprès des habitants un sentiment d'appartenance et de fierté nationale (Dupin A., 2000 : 19). L'adoption rapide de ce nouveau nom atteste de l'écho que cette politique culturelle trouve auprès de la population. Elle promeut également une revalorisation des matières premières et des productions locales en encourageant leur consommation. Inversement, elle dénonce la consommation aveugle de cultures et produits d'importation – dont le costume occidental, qui font oublier et délaisser le développement d'une culture propre (Dupin A., 2000 : 22). L'artisanat en est la première illustration. En 1984, une grande foire est organisée à la Maison du peuple à Ouagadougou pour identifier et présenter à la population les différents artisanats locaux. L'artisanat textile, fabriqué à partir du coton cultivé et filé localement, est particulièrement représentatif du pluralisme culturel et ethnique du Burkina Faso, car la grande majorité des 66 ethnies du pays le pratique et s'habille avec les étoffes tissées. Le pagne de coton est un objet du quotidien qui accompagne les individus tout au long de leur vie, à la fois vêtement et linceul, et qui n'exclut personne dans sa consommation. Enfin, l'habillement matérialise la première image que l'on renvoie de soi-même aux autres et participe de la diffusion et la promotion de sa culture à l'étranger. Aussi, les bandes de coton tissées à la main sont-elles choisies par le régime pour être le symbole de cette mise en valeur économique et le média d'une construction identitaire à travers lequel s'incarnerait la fierté de tout le peuple burkinabè. Le tissage, pratiqué par un nombre croissant de femmes, offre de surcroît pour le gouvernement l'opportunité de développer une activité rémunératrice et valorisante pour la femme, participant de son émancipation. Ainsi est inventé en 1985 le nom *Faso dan fani*, ou littéralement « le pagne tissé de la patrie » en dioula, pour désigner les bandes

29. Extrait du discours prononcé par Thomas Sankara pour la journée internationale pour les droits des femmes, le 8 mars 1987 « Nous devons assurément au matérialisme dialectique d'avoir projeté sur les problèmes de la condition féminine la lumière la plus forte, celle qui nous permet de cerner le problème de l'exploitation de la femme à l'intérieur d'un système généralisé d'exploitation. [...] Dans un tel cycle de violence, l'inégalité ne prendra fin qu'avec l'avènement d'une société nouvelle, c'est-à-dire lorsque hommes et femmes jouiront de droits sociaux égaux, issus de bouleversements intervenus dans les moyens de production ainsi que dans tous les rapports sociaux. Aussi le sort de la femme ne s'améliorera-t-il qu'avec la liquidation du système qui l'exploite. [...] De fait, à travers les âges et partout où triomphait le patriarcat, il y a eu un parallélisme étroit entre l'exploitation des classes et la domination des femmes. [...] On ne saurait jeter assez de lumière vive sur la misère des femmes, démontrer avec assez de force qu'elle est solidaire de celle des prolétaires » (SANKARA, 2001).

30. Extrait du même discours prononcé par Thomas Sankara, le 8 mars 1987 (SANKARA, 2001).

31. Venant du mooré, « burkina » signifie « dignité », « noblesse ». En dioula, « faso » signifie « la maison du père » et par extension « la patrie ». Le suffixe « bè », issu du fulfuldé, signifie « habitant », les burkinabè étant les habitants du Burkina (Dupin A., 2000 : 116).

32. Le démantèlement de la Haute-Volta en 1919 puis son rétablissement en 1947 contribue à fragiliser l'intégrité territoriale du pays. Les habitants sont envoyés à cette époque dans les colonies voisines, notamment la Côte d'Ivoire, pour travailler sur les grands chantiers coloniaux. Dans les années 1980, l'image négative du voltaïque, bête de somme et corvéable à merci, reste toujours prégnante dans l'imaginaire collectif de ces peuples voisins (Dupin A., 2000 : 114).

de coton tissées par les femmes sur les métiers horizontaux. Il va faire l'objet d'une politique inédite dont l'héritage perdure depuis 30 ans.

Le Faso dan fani ou la réinvention d'une tradition textile

La dénomination *Faso dan fani*, tout comme FASO FANI, le nouveau nom donné à l'usine de tissage et filature industriels VOLTEX, participent de la promotion du jeune Burkina Faso, dans un esprit à la fois de renouveau, ou de renaissance, et de retour aux sources, au temps d'une période précoloniale. La richesse cotonnière est mise en valeur par l'industrie, dévolue aux hommes – l'usine n'embauche à l'époque que très peu de femmes, ou à des postes spécifiques comme l'emballage et la bonneterie –, et par l'artisanat à domicile – préservant l'ordre moral contre la libération des mœurs ouvrières –, représenté par les femmes. Pour développer rapidement la production des textiles artisanaux, le gouvernement prend une mesure forte le 20 novembre 1985 destinée à contraindre la consommation. Le port du *Faso dan fani* devient obligatoire pour les fonctionnaires durant leur service, sous peine de recevoir une sanction disciplinaire. Considérés par Sankara comme les délégués des masses, les fonctionnaires doivent donner l'exemple du patriotisme (Dupin A., 2000 : 99), puisque « Porter le *Faso Dan Fani* [devient] un acte économique, culturel et politique de défi à l'impérialisme »³³ (Ouédraogo P., 2007). La garde nationale est également habillée en *Faso dan fani*. Les mariages civils sont tenus d'être célébrés en tenue de cotonnade et, pour obtenir des documents d'état civil, les citoyens doivent se présenter aux administrations vêtus du pareil tissu. Ce nouveau marché offert aux tisseuses implique de produire rapidement et en quantité pour satisfaire la demande. Aussi, le plan quinquennal élaboré par le CNR prévoit la création d'une structure *Faso dan fani*, chargée d'organiser la production des tisseuses, notamment à travers la mise en place de groupements pré-coopératifs et coopératifs, car l'activité de tissage est

jusque-là très dispersée. Par ailleurs, cinq ministères (la Culture, l'Action Sociale, les Sports, le Commerce et la Recherche Scientifique) sont mandatés pour créer des ateliers chargés d'améliorer le savoir-faire, la productivité du travail et la qualité du tissu. Rattaché au ministère de l'Action Sociale, l'UAP Godé (Unité Artisanale de Production) est fondée en 1987, dans le quartier de Kamsonghin à Ouagadougou, pour produire et vendre de grandes quantités d'étoffes toute l'année, sans souci de saison. Le ministère finance la construction du centre de production, fournit les métiers à tisser, dont quatre grands métiers importés d'Inde, et procède au recrutement sur concours d'une quarantaine de tisseuses. La qualité et l'innovation dans la variété des couleurs, des motifs et des styles sont encouragées pour contenter tous les consommateurs. De même, les spécificités régionales et ethniques sont valorisées et exposées dans les boutiques de pagnes. L'obligation du port du *Faso dan fani* ne concerne en réalité qu'une petite minorité de la population, mais le symbole véhiculé par cette politique marque durablement tous les esprits. Si certains protestent et refusent de s'y soumettre, écopant de sanctions, d'autres s'y plient avec sarcasme, surnommant le pagne tissé « Sankara arrive », en référence aux fonctionnaires qui se dépêchent d'enfiler par-dessus leurs vêtements occidentaux un habit en *Faso dan fani*, à l'annonce d'une visite de contrôle de Thomas Sankara. Pour une majorité de la population, cependant, le pagne tissé, même s'il n'est pas porté faute de moyens, suscite l'enthousiasme dans l'affirmation d'une identité propre. Les tisseuses, dont le nombre augmente rapidement³⁴, jouissent d'une reconnaissance sociale et institutionnelle en tant qu'artisanes du développement national. Par ailleurs, celles d'entre elles qui parviennent à gagner des marchés d'État ou se constituer une importante clientèle de fonctionnaires voient leur activité se développer fortement et leur qualité de vie s'améliorer. Une tisseuse pouvant vendre 4 à 5 pagnes dans le mois à 3 000 ou 3 500 FCFA l'unité, parvient, après l'instauration de la mesure gouvernementale, à gagner 80 000 FCFA de bénéfices en vendant une

33. Extrait d'un discours prononcé lors de la deuxième conférence des Comités de Défense de Révolution en 1987, cité par Ouédraogo P. en 2007.

34. On recense en 1991, 12 030 tisseuses, dont 3 875 pour qui il s'agit de l'activité principale (GRANT W., 1991 : 98).

quarantaine de pagnes par mois (Dupin A., 2000 : 50). Si elle est considérée par certaines femmes comme un complément de revenu exercé selon la disponibilité, la pratique du tissage horizontal devient pour d'autres une activité principale, exécutée à plein temps toute l'année. Les tisseuses s'approvisionnent directement sur les marchés en fils de coton, filés et teintés à l'usine FASO FANI, et vendent leur production à des particuliers ou les mettent en dépôt dans des boutiques de pagnes. Les hommes Mossi, quant à eux, n'ont pas arrêté de tisser et transmettent toujours leurs savoir-faire de père en fils, mais leur activité, qui reste saisonnière et secondaire par rapport au travail agricole, diminue en raison de la concurrence générale exercée sur le marché de l'habillement par la fripe et le textile industriel. Ils utilisent le fil de coton, que les vieilles femmes continuent de filer à la main, principalement dans les villages, mais également le fil industriel. La couture professionnelle s'ouvre progressivement aux femmes à partir des années 1970 et devient un métier à part entière, plébiscité par un nombre croissant de jeunes filles au sein des formations artisanales. Enfin, la broderie et le tissage de tapis haute-laine sont appris et exercés, hors de tout cadre religieux et missionnaire, par de nouvelles générations de jeunes filles, notamment au lycée professionnel Yennenga, ex-CFFA, mais restent très largement associés à quelques centres de formation et ateliers de production. La création du Salon International d'Artisanat de Ouagadougou, destiné à promouvoir les artisanats nationaux au-delà des frontières du pays, dont ces différents artisanats textiles féminins, est décidée en 1985. La première édition, qui devait intervenir en octobre 1987, est finalement reportée à l'année suivante, en raison du coup d'Etat, qui amène au pouvoir Blaise Compaoré, et de l'assassinat de Thomas Sankara le 15 octobre 1987. Le nouveau chef d'Etat, souhaitant rompre avec son prédécesseur en érigeant une politique de rectification de la Révolution, met fin en 1989 à la politique du *Faso dan fani*. Toutefois, la production de tissage et l'engouement suscité autour des étoffes, s'ils ralentissent juste après la chute du gouvernement de Sankara, continuent de trouver auprès de la population un écho identitaire dépassant les

appartenances politiques. Thomas Sankara, détracteur de la chefferie traditionnelle et des coutumes jugées féodales et asservissantes, souhaitait promouvoir non pas un artisanat de tissage séculaire, mais davantage un artisanat moderne et productif, s'appuyant sur les nouvelles technologies et l'innovation pour développer un marché conséquent qui assurerait la stabilité de la filière textile artisanale. Aussi s'est-il attaché à la pratique moderne du tissage exercée par les femmes. La dimension culturelle très forte insufflée dans le tissu de coton liait l'étoffe, en même temps, à la reconquête d'une identité frustrée par la colonisation et à un retour aux racines ante-coloniales. De cette ambiguïté entre l'avènement du moderne et la renaissance du passé naît ainsi dans l'imaginaire collectif une tradition textile réinventée, qui fait du *Faso dan fani* et du tissage pratiqué par les femmes sur les métiers horizontaux les symboles du patrimoine artisanal traditionnel du Burkina Faso. Trente ans après la chute de la révolution sankariste, l'histoire même est réappropriée. La majorité des personnes que je rencontre, évoque, lorsque je les interroge sur les traditions textiles du pays, une filiation directe entre le tissage de bandes étroites effectué par les hommes sur les métiers à lisses suspendues et le tissage actuel exécuté par les femmes sur les métiers horizontaux à pédales. Certains d'entre eux considèrent même la pratique féminine du tissage comme précoloniale, parce qu'ils ne la conçoivent plus que de manière traditionnelle. L'influence, pourtant déterminante des ouvriers missionnaires durant la colonisation sur l'appropriation des activités textiles par les femmes Mossi, se voit petit à petit gommée et oubliée par le processus de construction nationale. Celui-ci s'appuie sur un ordre social recomposé, qui légitime une nouvelle répartition des activités textiles entre les femmes et les hommes.

Conclusion

Les premiers ouvriers de tapis haute-laine créés par les sœurs missionnaires à Ouagadougou et à Koupéla autour de 1918 sont venus bouleverser la répartition des activités textiles qui existait jusque-là entre les sexes. Les jeunes filles y apprenaient, en effet, à filer, teindre et tisser la laine sur des

métiers verticaux pour en faire des tapis. Néanmoins, les ouvriers avaient pour mission principale d'évangéliser les filles afin d'en faire de bonnes mères de famille chrétienne. En rupture volontaire ou subie avec leur milieu familial et la coutume, les fillettes pratiquaient durant leur passage temporaire à l'ouvroir les techniques importées d'Algérie par les sœurs. Ne remettant pas en cause les pratiques masculines liées au coton, celles-ci étaient tolérées par la société Mossi. De plus, les productions de l'ouvroir en tissage, puis en couture, étaient destinées majoritairement à l'économie coloniale. Le travail des ouvrières, dépendant de la demande étrangère et de la fluctuation du marché international, était irrégulier. Les activités textiles des jeunes filles se cantonnaient à leur passage à l'ouvroir, car une fois mariées, leurs maris refusaient de les voir continuer. L'intérêt porté au travail à l'ouvroir se trouvait dans le gain monétaire qui permettait aux jeunes filles de contribuer aux besoins de leurs familles, et dans l'alphabétisation, de plus en plus valorisée, qu'elles recevaient en mooré et en français. Au milieu des années 1950, période marquée par une forte inflation et un contexte politique de décolonisation, les sœurs africaines de l'Immaculée Conception, dont la congrégation existait depuis 1930, ont cherché à trouver une activité rémunératrice pour les femmes qui puisse s'inscrire dans l'économie locale. Elles ont fait la découverte du tissage Yoruba, dont la pratique féminine était ancienne, et ont diffusé la technique sur métier vertical auprès des femmes Mossi. Ces dernières se la sont appropriée rapidement comme un artisanat à domicile. Le métier à tisser a été par la suite amélioré, s'inspirant du métier horizontal local utilisé par les hommes, pour être plus ergonomique et productif. La pratique féminine, rémunératrice, s'est fait accepter par la population masculine, principalement en ville où la pression économique était plus forte. L'artisanat de tissage horizontal s'est alors émancipé de l'influence religieuse, tout comme la teinture, la couture et la broderie, pour se développer auprès d'un nombre croissant de femmes dans des centres étatiques et associatifs de formation artisanale. L'arrivée au pouvoir de Thomas Sankara en 1983 a poursuivi l'institutionnalisation et le développement des

pratiques textiles féminines, en particulier du tissage horizontal. Les bandes de coton tissées localement par les femmes sont devenues l'illustration privilégiée de sa politique économique anti-impérialiste de promotion des produits locaux, qui s'appuyait en même temps sur une politique culturelle de construction nationale et de revalorisation de l'identité burkinabè. Le mouvement Faso dan fani, créé en 1985 pour désigner la consommation des étoffes tissées localement, a participé de la réinvention d'une tradition textile, qui trente ans après continue d'incarner la fierté de l'identité burkinabè. Gommant les marques d'un passé missionnaire et colonial, ce processus culturel a intégré dans le patrimoine national ces activités techniques et économiques, qui en étaient pourtant le produit. Cette analyse, portant sur près de 75 ans (1912-1987), a tenté de mettre en lumière la complexité des influences et des synergies, tant religieuses, techniques, économiques et politiques, qui ont contribué à l'appropriation par les femmes Mossi d'une plus large variété de savoir-faire textiles et au bouleversement des modes de production et de consommation des artefacts textiles au Burkina Faso.

Références

Bobin Florence (2003), « Sœurs Blanches et femmes voltaïques. Regards croisés sur l'ouvroir d'Ouagadougou (1917-1954) », in d'Almeida-Topor Hélène, Lakoum Monique, Spittler Gerd (Eds.), *Le travail en Afrique Noire*, Paris, Karthala : 261-282.

Boser-Sarivaxevanis Renée (1975), *Recherche sur l'histoire des textiles traditionnels tissés et teints de l'Afrique Occidentale*, Basel, Verhandlungen der Naturforschenden Gesellschaft in Basel, Band 86/1 und 2.

Bouron Jean-Marie (2014), « Dominées ou dominantes ? Les Soeurs Blanches dans l'ambivalence des logiques d'autorité (Haute-Volta et Gold Coast, 1912-1960) », *Histoire, monde et cultures religieuses*, n° 30 : 51-73.

Dupin Aurélie (2000), *Burkina Faso. La politique culturelle révolutionnaire et son impact sur la construction nationale (1983 – 1987)*, Mémoire de maîtrise d'histoire, Université Paris VII – Denis Diderot.

Grant William (1991) (Ed.), *Évaluation du Secteur de la Micro-Entreprise et Stratégie au Burkina Faso*, Volume I : Rapport principal, Rapport technique GEMINI n°18.

Grosfilley Anne (2006), « Le tissage chez les Mossi du Burkina Faso : dynamisme d'un savoir-faire traditionnel », *Afrique contemporaine*, n° 217 : 203-215.

Langewiesche Katrin (2008), « Entre choix et obligation », *Journal des anthropologues*, 112-113 [En ligne].

Langewiesche Katrin (2012), « Émancipation et obéissance : religieuses catholiques au Burkina Faso durant un siècle », *Autrepart*, n° 61 : 117-136.

Ouédraogo Abdoulaye (2000), *La consommation de la friperie au Burkina Faso de 1980 à 1990 : le cas des articles vestimentaires usagés à Ouagadougou*, Mémoire de maîtrise d'histoire et archéologie, Université de Ouagadougou.

Ouédraogo Philippe (2007), « L'industrie et l'Artisanat utilitaire sous le Conseil national de la révolution », intervention prononcée le 11 octobre 2007 lors du symposium organisé à Ouagadougou à l'occasion du 20^{ème} anniversaire de

l'assassinat de Thomas Sankara. <http://www.thomassankara.net/spip.php?article1139>

Sambaré Boubacar (2018), *L'artisanat textile féminin au Burkina Faso. Des ouvroirs à l'utilisation du faso dan fani par la haute couture (1917-2010)*, Thèse de doctorat en histoire africaine, Université Ouagal Pr Joseph Ki-Zerbo.

Sankara Thomas (2001), *L'émancipation des femmes et la lutte de libération de l'Afrique*, Toronto, Pathfinder Press.

Working Papers parus depuis 2017

Karolina Krawczak, *Contrasting languages and cultures. A multifactorial profile-based account of SHAME in English, Polish, and French*, FMSH-WP-2017-121, janvier 2017.

Hylarie Kochiras, *Newton's General Scholium and the Mechanical Philosophy*, FMSH-WP-2017-122, janvier 2017.

Andrea Zinzani, *Beyond Transboundary Water Cooperation: Rescaling Processes and the Hydrosocial Cycle Reconfiguration in the Talas Waterscape (Kyrghyzstan-Kazakhstan)*, FMSH-WP-2017-123, février 2017.

Tara Nair, *Addressing Financial Exclusion in France and India: A Review of Strategies and Institutions*, FMSH-WP-2017-124, février 2017.

Bruno D'Andrea, *De Baal Hammon à Saturne, continuité et transformation des lieux et des cultes (III^e siècle av. J.-C. - III^e siècle apr. J.-C.)*, FMSH-WP-2017-125, février 2017.

Massimo Asta, *Entre crise du capitalisme et productivisme. Circulations et hybridations dans le communisme italien et français des années 1940*, FMSH-WP-2017-126, février 2017.

Fernando Arlettaz, *Droits de l'homme et sécularisation des rapports religions-États : quel*

rôle pour la jurisprudence de Strasbourg ? FMSH-WP-2017-127, mars 2017.

Laurence Cox, *The multiple traditions of social movement research: theorising intellectual diversity*, FMSH-WP-2017-128, mars 2017.

Philippe Steiner, *Economy as Matching*, FMSH-WP-2017-129, mars 2017.

Karolina Kaderka, *Cicéron, collectionnisme et connaissance de l'art grec*, FMSH-WP-2017-130, juin 2017.

Diego Pellizzari, *Estrangements païen et nostalgies chrétiennes : Anatole France et les dieux en exil*, FMSH-WP-2017-131, juin 2017.

Stéphane Valter, *L'Égypte entre contraintes nationales et tensions régionales, ou comment les BRICs s'insèrent dans les rapports entre libéralisme économique et réformisme autoritaire*, FMSH-WP-2017-132, août 2017.

Beibit Shangirbayeva, *Factors influencing the implementation of International Covenant on Civil and Political Rights: the case of Kazakhstan*, FMSH-WP-2017-133, octobre 2017.

Lourdes Amigo Vázquez, *Villes sous contrôle. Parlements français, chancelleries espagnoles et ordre public à l'époque moderne : une étude comparative*, FMSH-WP-2018-134, mars 2018.

Magdalena Bieniak, *Comment étudier les Commentaires pauliniens d'Étienne Langton ? L'origine et l'histoire de la transmission du Commentaire de Langton à l'Épître de Saint Paul aux Romains*, FMSH-WP-2018-135, mars 2018.

Guilhem Fabre, *China's digital transformation. Why is artificial intelligence a priority for chinese R&D?*, FMSH-WP-2018-136, juin 2018.

Philippe Steiner, *Les sociologies relationnelles contemporaines : Notes à partir de Robinson Crusoé*, FMSH-WP-2018-137, novembre 2018.

Thomas Laux, *The cultural logics in the field of scientific policy advice in France. Analyzing the justifications in the organizational identity of think tanks*, FMSH-WP-2018-139, décembre 2018.

Sebastian J. Moser & Tobias Schlechtriemen, *Social Figures - Between societal experience and sociological diagnosis*, FMSH-WP-2018-140, décembre 2018.

Retrouvez tous les working papers et les position papers sur notre site, sur hypotheses.org et sur les archives ouvertes halshs.

<http://www.fmsch.fr/fr/ressources/working-papers>

<http://halshs.archives-ouvertes.fr/FMSH-WP>

<http://wpfmsch.hypotheses.org>